



Against the cfa franc zone

Kuikeu, Oscar

8 September 2011

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/33710/>
MPRA Paper No. 33710, posted 27 Sep 2011 06:19 UTC

ARGUMENTS CONTRE LA ZONE FRANC

Oscar KUIKEU

INTRODUCTION GENERALE

Au cours des années 1950, de nombreux travaux ont comparé les performances économiques de la zone franc, ou des économies d'Afrique Sub-Saharienne (ASS) membres de la zone franc, à celles, c'est-à-dire, les performances économiques, d'économies d'ASS ainsi que d'économies à faible revenu aux caractéristiques similaires à celles de la zone franc, ou de ces économies d'ASS membres de la zone franc (Fouda (2003)), au cours des années 1980 et 1990, caractérisées par le ralentissement de la performance économique de la zone franc, ou de ces économies d'ASS membres de la zone franc (Devarajan et de Melo (1990), Devarajan et Rodrik (1991), Elbadawi et Majd (1992), Honohan (1990)), ainsi que par la dévaluation du franc cfa (la monnaie commune en zone franc) vis-à-vis du franc français (la monnaie ancre), ces travaux, précédemment mentionnés, ont créé un important débat à propos du régime de change approprié aux économies d'ASS membres de la zone franc (Fouda (2003)), cependant, comme ces travaux, précédemment mentionnés, ont aussi révélé l'embarras, ou créé une querelle, à propos de la méthode à employer¹ au sujet du débat relatif au régime de change approprié aux économies d'ASS membres de la zone franc, l'objet de cette contribution est de contribuer à ce débat et, au sujet de la méthode employée, comme, d'une part, éternellement, c'est-à-dire, toujours et sans fin, l'inflation est la menace qui guette les transactions², d'autre part, en raison de la loi d'Okun et sous l'hypothèse

¹ Devarajan et de Melo (1990) effectuent des tests statistiques de comparaison inter-groupe, Devarajan et Rodrik (1991) se servent l'évolution qu'ont eue les termes de l'échange externe de la zone franc ainsi que celle, c'est-à-dire, l'évolution, de leurs partenaires, afin d'évaluer les coûts et avantages de la zone franc, Elbadawi et Majd (1992) emploient le modèle probit, Honohan (1990) examine si les avantages additionnels, ou les mérites, d'appartenir à une union monétaire se sont réalisés en zone franc.

² En effet, la monnaie est créée par un système, dit de réserve fractionnaire, où chaque dépôt peut créer neuf fois sa valeur d'origine, or, comme le stock total d'argent est augmenté sans respecter la demande en biens et services, les

dite d'*économie fermée* au contraire de l'hypothèse dite d'*économie ouverte*, le but final de la politique économique est l'augmentation de la production ou de la croissance économique, premièrement, nous dégagerons des enseignements de l'étude de l'inflation en zone CEMAC, en d'autres termes, des 6 économies d'Afrique Centrale membres de la zone franc, ensuite, nous dégagerons des enseignements de l'étude de la croissance économique en zone CEMAC.

ANNONCE DU PLAN

La suite de cet ouvrage sera organisée ainsi qu'il suit :

Au *chapitre 1*, l'objectif est d'identifier la stratégie, de lutte contre l'inflation, suivie par la BEAC, dans une période de réapparition de l'inflation, à la suite de l'ajustement de la parité du fcfa en janvier 1994 et de vérifier, ainsi, l'idée, assez répandue au sein de la littérature, d'une stratégie de lutte contre l'inflation, ou politique monétaire, orientée vers la maîtrise de l'inflation à la suite de l'ajustement de la parité du fcfa en janvier 1994.

Au *chapitre 2*, selon Gali et Gertler (1999), l'on examine les paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride de la CEMAC, or, comme les paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride permettent de dégager des enseignements à propos du comportement des agents à l'égard des prix, nous en déduirons alors, à propos du comportement des agents à l'égard des prix, les enseignements pour la zone CEMAC

Au *chapitre 3*, l'objet est d'évaluer l'effet qu'exercent sur la croissance de l'économie camerounaise les distorsions ou mésalignement, c'est-à-dire, en d'autres termes, les épisodes de sur/sous-évaluation, du taux de change réel de la dite économie, or, comme nous pouvons montrer que les distorsions ou mésalignement du taux de change réel renseignent sur la stabilité ou l'instabilité du cadre macroéconomique, nous en déduirons alors, c'est-à-dire, de l'évaluation

prix augmentent aussi, ainsi donc, le système de création de la monnaie, dit de réserve fractionnaire, est aussi créateur d'inflation.

de l'effet, les enseignements au sujet de la sensibilité de l'économie camerounaise au cadre macroéconomique.

Au *chapitre 4*, l'objet est de savoir si les écarts de richesse, c'est-à-dire, en d'autres termes, les écarts de niveau de vie, se réduisent ou diminuent ou disparaissent entre les économies membres de la zone CEMAC et si, par conséquent, d'entre ces économies membres de la zone CEMAC, les plus pauvres rattrapent ou pas le niveau de richesse des plus riches.

BIBLIOGRAPHIE

- Fouda, M. S. 2003. « Economie africaine », polycopié de cours, Université de Yaoundé II.
- Devarajan, S. et de Melo, J. 1990. “Membership in the CFA Zone Odyssean Journey or Trojan Horse ?”, Policy, research and External Affairs WPS 482, World Bank.
- Devarajan, S. et Rodrik, D. 1991. “Do the benefits of fixed exchange rates outweigh their costs ? The franc zone in Africa”, Policy, research and External Affairs WPS 777, World Bank.
- Elbadawi, I. et Majd, N. 1992. “Fixed parity of the exchange rate and economic performance in the cfa zone”, Policy Research WPS 830, World Bank.
- Honohan, P. 1990. “Monetary Cooperation in the CFA Zone”, Policy, research and External Affairs WPS 389, World Bank.

PREMIÈRE PARTIE
ENSEIGNEMENTS DE L'ÉTUDE DE
L'INFLATION EN ZONE CEMAC

De cet ouvrage, quels enseignements de l'étude de l'inflation en zone CEMAC ?

1. d'après le *chapitre 1*, de cet ouvrage, *la Banque Centrale lutte convenablement contre l'inflation en zone franc* ; en effet, des résultats (voir, au *chapitre 1*, tableau1.1) de l'estimation des paramètres associés à la règle de Taylor de la BEAC, on observe que, après une augmentation du taux d'inflation, l'augmentation du taux directeur de la BEAC est supérieure à celle, c'est-à-dire, l'augmentation, du taux d'inflation.
2. d'après le *chapitre 1*, de cet ouvrage, *la politique monétaire n'est pas autonome en zone franc* ; en effet, des résultats (voir, au *chapitre 1*, tableau1.1) de l'estimation des paramètres associés à la règle de Taylor de la BEAC, on observe que, le taux du marché monétaire français influence la décision prise par la BEAC au sujet de son taux directeur, ceci, dans la mesure où, voir, au *chapitre 1*, tableau1.1, le taux du marché monétaire français est l'une des variables prises par la BEAC pour décider au sujet de l'évolution de son taux directeur.
3. d'après le *chapitre 2*, de cet ouvrage, *l'inflation est très persistante en zone franc* ; en effet, des résultats (voir, au *chapitre 2*, tableau2.2) de l'estimation des paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride de la CEMAC, on observe que, au cours du présent, l'inflation y est plus influencée par son passé que par son futur.
4. d'après le *chapitre 2*, de cet ouvrage, *contrairement aux économies industrialisées, où, à la fois, l'inflation est faible et la production élevée, le comportement des agents à l'égard des prix ne change pas en zone franc* ; en effet, d'après le résultat du test de stabilité des paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride de la zone CEMAC (voir, ci-dessous, tableau), nous acceptons l'hypothèse de stabilité des paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride de la zone CEMAC.

Chapitre 1

Règle de Taylor et politique monétaire en zone CEMAC au lendemain de la dévaluation des franc cfa : quels enseignements ?

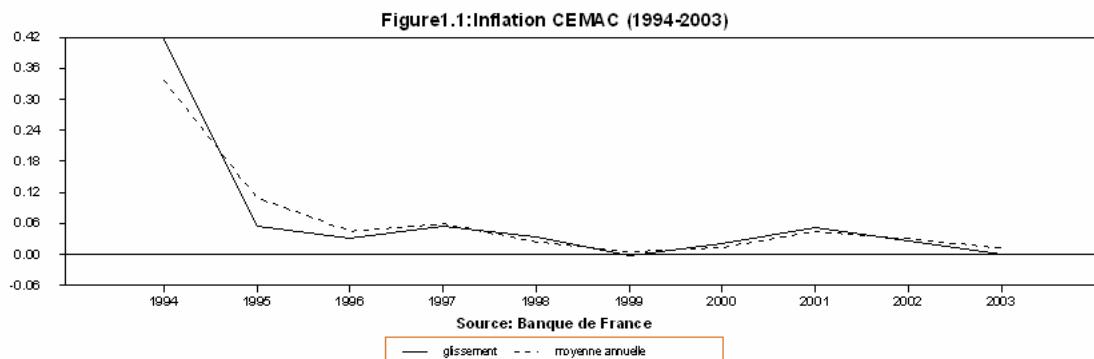
Après plusieurs années de PAS, sous la houlette des institutions de Bretton-Woods, sans résultats satisfaisants, voir, à ce propos, *chapitre 3*, Bouoiyour et Kuikeu (2007), ce n'est qu'en janvier 1994, à l'issue de la conférence des Chefs d'Etat des deux unions (BCEAO et BEAC) à Dakar au Sénégal, que les Etats membres de la zone franc acceptent la dévaluation de la monnaie communautaire, le franc cfa, en effet, malgré que, au cours du passé, la question de la dévaluation ait été évoquée, assez fréquemment, par certaines organisations internationales, dont le FMI, dans le cadre de ses missions de consultation visant une économie ou une autre de la zone, à cette époque, les autorités politiques des deux unions ont été, le plus souvent, très réticentes à cette idée de la dévaluation, car, sans être convaincues de l'efficacité de la mesure, les Banques Centrales de la zone y voient, de ce fait, de mésentente, entre économies membres de la zone, à propos de la décision de dévaluer et, par conséquent, un facteur de dislocation des unions, puisque, en l'absence d'entente entre économies membres de la zone, la décision de dévaluer le franc cfa comporterait un risque élevé de désagrégation des unions, dans la mesure où, il faut une entente, entre économies membres de la zone, avant que ne soit prise la décision de modifier le taux de conversion du franc cfa vis-à-vis du franc français.

A l'époque, à propos de la décision de dévaluer le franc cfa, la principale inquiétude est la préservation des avantages de la zone franc, dont, notamment et principalement, la stabilité des

prix, à ce propos, voir *chapitre* 1, en effet, puisque la dévaluation, du franc cfa, a pour objectif l'amélioration de la compétitivité-prix externe, des économies membres de la zone, autrement dit, la baisse relative, par rapport aux partenaires commerciaux, du prix des produits de l'économie par rapport au prix des mêmes produits chez les partenaires commerciaux, or, en zone franc, cet objectif paraît peu probable de se produire, puisque, en zone franc, la dévaluation est un facteur, non négligeable, d'apparition ou d'augmentation de l'inflation, alors que, la dévaluation, du franc cfa, a aussi pour objectif la maîtrise de l'inflation, en zone franc, c'est-à-dire, la baisse du prix des produits de l'économie, ceci, dans la mesure où, la maîtrise de l'inflation ou baisse du prix des produits de l'économie correspond à la dépréciation du taux de change réel dit externe ou amélioration de la compétitivité-prix externe de l'économie, voir, à ce propos, l'encart, du *chapitre* 3, intitulé compétitivité extérieure et taux de change réel, en effet, ses économies membres importent d'abord des produits manufacturés, voir, à ce propos, *chapitre* 3, Bouoiyour et Kuikeu (2007), Kuikeu (2004), alors que, d'une part, la dévaluation accroît le prix de ces produits, manufacturés importés, d'autre part, en zone franc, les quantités achetées de ces produits, manufacturés importés, sont inélastiques, c'est-à-dire, en d'autres termes, insensibles, à leur prix d'achat ou de vente, dans la mesure où, en zone franc, ces produits manufacturés sont, à la fois, nécessaires à la production de l'économie et peu substituables, c'est-à-dire, en d'autres termes, remplaçables, par des produits de l'économie (Kamin (1988), Rose (1991), Ghei et Pritchett (1999)).

Pourtant, dix ans après la dévaluation, cet avantage de la zone franc, c'est-à-dire, la stabilité des prix, a été conservé ; en zone CEMAC, au cours des mois qui suivent la dévaluation, l'on observe l'augmentation de l'inflation en moyenne en 1994 de 37% (respectivement, en glissement de décembre 1994 par rapport à décembre 1993) de 49%, déjà, dès 1995, un an après la dévaluation, l'inflation commence à diminuer et poursuit ainsi jusqu'en 1999, puis, en raison des difficultés d'approvisionnement en produits vivriers auxquelles sont confrontées certaines des

économies de la zone, dès 2000, l'inflation augmente de nouveau, cependant, pour une durée assez courte, car, dès 2002, l'inflation commence à baisser (voir, ci-dessous, figure), soit donc, globalement, entre 1994 et 2003, une baisse de l'inflation en moyenne annuelle (respectivement, de l'inflation en glissement) de 99.7% (respectivement, de 96.4%)



Comme il est raisonnable d'attribuer cette maîtrise de l'inflation, en zone franc, à l'issue de la dévaluation, à la politique monétaire des Banques Centrales, BEAC et BCEAO, de la zone, ceci, dans la mesure où, en dépit de la multiplicité des stratégies de lutte contre l'inflation, c'est la politique monétaire qui a pour objectif de maintenir la stabilité des prix, l'objectif de cette contribution est de décrire la stratégie, de lutte contre l'inflation, adoptée par la BEAC à l'issue de la dévaluation de janvier 1994, à l'aide de la règle de Taylor, dans la mesure où, celle-ci permet de connaître le comportement qu'a eu la Banque Centrale à l'égard de l'inflation au cours d'une période donnée, ceci dit, cette contribution sera organisée ainsi qu'il suit, après avoir débattu de la lutte contre l'inflation (section 1), nous rappellerons, assez brièvement, le déroulement de l'action monétaire en zone CEMAC à l'issue de la dévaluation de janvier 1994 (section 2), puis, nous présenterons la notion de règle monétaire (section 3), la méthode d'estimation des paramètres associés à la règle de Taylor (section 4), ensuite, le résultat des estimations associées à la CEMAC (section 5), enfin, en guise de conclusion, une synthèse des principaux résultats obtenus (section 6).

7. BIBLIOGRAPHIE

- Barro, R. et Gordon, D. 1983. « Rules, discretion and reputation in a model of monetary policy », Journal of Monetary Economics, vol. 12, N° 1, pp. 101 – 121.
- Bhargava, A. 1986. « On the theory of testing for Unit Roots in observed times series », Review of Economics Studies, vol. 53, N° 3, pp. 369 – 384.
- Bouoiyour, J. et Kuikeu, O. 2007. « Pertinence de la dévaluation du fcfa de janvier 1994 : une évaluation par le taux de change réel d'équilibre – cas de l'économie camerounaise – », MPRA Paper N° 31357.
- Calvo, G.A. 1978. « On the time consistency of optimal policy in a monetary economy », Econometrica, vol. 46, N° 6, pp. 1411 – 1428.
- Carrère, E. et Jaillet, P. 2004. « La Zone franc, une zone monétaire robuste en voie d'intégration économique », Revue d'Economie Financière, N° 75.
- Clarida, R., Gali, J. et Gertler, M. 1998. « Monetary policy rules in practice : some international evidence », European Economic Review, vol. 42, N° 6, pp. 1661 – 1707.
- Clarida, R., Gali, J. et Gertler, M. 1999. « The science of monetary policy : a new keynesian perspective », Journal of Economic Literature, vol. 37, N° 4, pp. 1661 – 1707.
- Clarida, R., Gali J. et Gertler, M. 2000. « Monetary policy rules and macroeconomic stability : evidence and theory », Quarterly Journal of Economics, vol. 115, N° 1, pp. 147 – 180.
- Friedman, M. 1968. « The role of monetary policy », American Economic Review, vol. 58, N° 1, pp. 1 – 17.
- Giannoni, M.P. et Woodford, M. 2002. « Optimal interest rate rule : I. General theory », NBER Working Paper N° 9419.
- Ghei N. et Hinkle L. 1999. « A note on nominal devaluation, inflation, and the real exchange rates », in Hinkle, L.E. et Montiel, P.J. eds., *Exchange rate misalignments : Concepts and measurement for developing countries*. World Bank Research Publication.
- Ghei N. et Pritchett L. 1999. « The three pessimisms : exchange rates and trade flows in the Franc Zone », in Hinkle, L.E. et Montiel, P.J. eds., *Exchange rate misalignments : Concepts and measurement for developing countries*. World Bank Research Publication.
- Goodfriend, M. 1991. « Interest rate and the conduct of monetary policy », Canergie – Rochester Conference Series on Public Policy, vol. 34, pp. 7 – 30.
- Hansen, L.P. 1982. « Large sample properties of generalized method of moments estimators », Econometrica, vol. 50, N° 4, pp. 1029 – 1054.
- Henderson D.W. et McKibbin W.J. 1993a. « A comparison of some basic monetary policy regimes for open economies : implications of different degrees of instrument adjustment

and wage persistence », Canergie – Rochester Conference Series on Public Policy, vol. 39, p. 221 – 317.

Henderson, D.W. et McKibbin, W.J. 1993b. « An assessment of some basic monetary policy regime pairs : analytical and simulation results from simple multi – region macroeconomic models », in Bryant R., Hooper P., Mann C. eds., *Evaluating policy regimes : new research in empirical macroeconomics*, Brookings Institution, Washington D.C.

Kamin, S.B. 1988. « Devaluation, external balance, and macroeconomic performance : a look at the numbers », Princeton Studies in International Finance, N° 62.

Kamin, S.B. 1998. « A multi – country comparison of the linkages between inflation and exchange rate competitiveness », Board of Governors of the Federal Reserve System, International Finance Discussion Paper, N° 603.

Kuikeu, O. 2004. « Mésalignement du taux de change réel, facteur explicatif de la structure des exportations des économies africaines au sud du sahara : cas des PAZF », XIV^{èmes} journées internationales du SESAME (Séminaire d'Études et de Statistiques Appliquées à la Modélisation en Économie), Pau : France.

Kydland, F. et Prescott, E. 1977. « Rules rather than discretion : the inconsistency of optimal plans », Journal of Political Economy, vol. 85, N° 3, pp. 473 – 492.

Kwiatkowski D., Phillips P.C.B., Schmidt P., Shin Y. 1992., « Testing the null of stationarity against the alternative of a unit root : how sure are we that economic time series have a unit root », Journal of Econometrics, vol. 54, N° 1 – 3, pp. 159 – 178.

McCallum, B.T. 1988. « Robustness properties of a rule for monetary policy », Canergie – Rochester Conference Series on Public Policy, vol. 29, pp. 173 – 203.

Meyer, L.H. 2000., « Structural change and monetary policy », *Remarks before the joint conference of the Federal Reserv Bank of San Francisco and the Stanford Institute for Economic Policy Research*, Federal Reserv Bank of San Francisco, San Francisco, California March 3..

Monga, C. et Tchatchouang, J-C. 1996. « *Sortir du piège monétaire* », Economica, Paris.

Padoa – Schioppa, T. et al 1987. « *Efficiency, stability and equity : A strategy for the evolution of the economic system of the european community* », Oxford University Press, Oxford.

Rose, A.K. 1991. « The role of exchange rates in a popular model of international trade : does the marshall – lerner condition hold ? », Journal of International Economics, vol. 30, N° 3 – 4, pp. 301 – 316.

Rotemberg, J. et Woodford, M. 1997. « An optimisation – based econometric framework for the evaluation of monetary policy », NBER Macroeconomics Annual, vol. 12, pp. 297 – 346.

Rudebusch, G.D. 1995. « Federal Reserve interest rate targeting, rational expectations and the term structure », Journal of Monetary Economics, vol. 35, N° 2, pp. 245 – 274.

Sargent T.J. et Wallace, N. 1975. « Rational expectations, the optimal monetary instrument, and the optimal money supply rule », *Journal of Political Economy*, vol. 83, N° 2, pp. 241 – 254.

Shortland A. et Stasavage D. 2004., « Monetary policy in the franc zone : Estimating interest rate rules for the BCEAO », *Research Paper*, N° 2004/20, UNU – Wider, Helsinki, Finland.

Svensson, L.E.O. 2001. « Inflation targeting : Should it be modeled as an instrument rule or a targeting rule », *European Economic Review*, vol. 46, N° 4 – 5, pp. 771 – 780.

Taylor, J. 1993. « Discretion versus policy rules in practice », *Canergie – Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 39, pp. 195 – 214.

Taylor, J. 1999. « Monetary policy rules eds. », *NBER – Business Cycles Series volume 31*, University of Chicago Press.

Tenou, K. 2002. « La règle de Taylor : Un exemple de règle de politique monétaire appliquée au cas de la BCEAO », *Notes d'Informations et de Statistiques*, N° 523, BCEAO.

Wicksell, K. 1898. « *Interest and Prices* », transcript Richard Kahn, London, Macmillan, 1936.

Woodford, M. 2001. « The taylor rule and optimal monetary policy », *American Economic Review*, vol. 91, N° 2, pp. 232 – 237.

Yellen, J.L. 1996. « Monetary policy : goals and strategy », *Remarks at the National Association of Business Economists* (March 13).

Chapitre 2

Courbe de phillips néo-keynésienne hybride : résultats empiriques pour la zone CEMAC

Comme des contraintes, dites *sources de rigidité nominale*, obligent les firmes à modifier peu souvent leur prix, elles deviennent, à cet effet, d'une part, incapables de vendre au prix, dit *optimal*³, qui leur permettrait d'avoir le gain maximum, d'autre part, obligées de vendre au même prix un nombre k de fois successifs, d'après Taylor (1980) et Calvo (1983), elles fixent ce prix comme une moyenne des prix *optimaux*, actuels et futurs, en vigueur au cours de ce nombre k de fois successifs, d'après Gali et Gertler (1999), par la suite GG (1999), comme l'inflation est persistante, c'est parce qu'il y a des individus qui sont irrationnels, c'est-à-dire, en d'autres termes, des individus qui ne s'occupent pas de la demande pour déterminer leur prix, au contraire des individus, dits *rationnels*, qui s'occupent de la demande, en effet, lorsqu'on suppose que ces individus existent, contrairement à l'idée que tous les individus sont rationnels, GG (1999) montrent que, au présent, l'inflation se comporte comme au cours du passé, alors que, dire que l'inflation est persistante signifie aussi que, au présent, l'inflation se comporte comme au cours du passé, autrement dit, ils en déduisent la relation, testable suivante, dite *courbe de phillips néo-keynésienne hybride*⁴ :

³ En concurrence dite *monopolistique*, où la firme agit sur le prix du produit vendu, contrairement à la concurrence dite *parfaite*, où la firme agit seulement sur les quantités vendues, le prix optimal d'une firme correspond à un mark-up de son coût marginal (Blanchard et Nobuhiro (1987)), en terme réel, on a $p_{it}^* = p_t + \varphi \cdot \psi_t$ où p_i^* représente le prix dit *optimal* (en logarithme) d'une firme i , p le niveau général des prix (en logarithme), ψ le coût marginal réel de la firme i .

⁴ Cette relation s'obtient à partir de l'équation du prix optimal, de l'équation du prix auquel la firme vend un nombre k de fois successif, de l'équation du niveau général des prix :

$$\pi_t = \lambda mc_t + \gamma_f E_t\{\pi_{t+1}\} + \gamma_b \pi_{t-1} \quad (1),$$

avec $\lambda = (1-\omega)(1-\alpha)(1-\beta\alpha)\phi^{-1}$ $\gamma_f = \beta\alpha\phi^{-1}$ $\gamma_b = \omega\phi^{-1}$ $\phi = \alpha + \omega[1-\alpha(1-\beta)]$ (2) ,

$$\lambda = (1-\omega)(1-\alpha)(1-\beta\alpha)\phi^{-1}$$

$$\gamma_f = \beta\alpha\phi^{-1}$$

$$\gamma_b = \omega\phi^{-1}$$

$$\phi = \alpha + \omega[1-\alpha(1-\beta)]$$

où π désigne le taux d'inflation, $\beta < 1$ est un taux d'escompte quelconque, ω la proportion d'agents qui ajustent leur prix à partir uniquement d'information relative au passé et qui induisent de ce fait la persistance de l'inflation, α la probabilité pour une firme de conserver son prix inchangé d'une période à une autre, mc le coût marginal réel.

Ceci dit, cette contribution sera organisée ainsi qu'il suit : après avoir examiné les paramètres associés à la *courbe de phillips néo-keynésienne hybride* de la zone CEMAC (section 1), en raison des réformes monétaires que la zone CEMAC a connues au courant de la décennie 1990, du réaménagement de la parité du franc cfa, la monnaie commune, en 1994, de l'entrée en vigueur de, l'euro, la monnaie unique européenne, en 2002, en remplacement du franc français, la monnaie ancre, nous examinerons la critique dite de *lucas* (section 2), enfin, en guise de conclusion, nous présenterons une synthèse des principaux résultats obtenus ainsi que l'intérêt secondaire à l'examen des paramètres associés à la *courbe de phillips néo-keynésienne hybride* de la zone CEMAC, l'intérêt principal, l'objet, de cette étude (section 3).

- Par rapport à l'équation du prix auquel la firme vend un nombre k de fois successif, comme ces dernières ne sont plus identiques, on distingue le prix p_t^f fixé par la proportion ω des firmes du prix p_t^b fixé par la proportion $1-\omega$ des firmes, à savoir, $p_t^f = (1-\beta\alpha) \cdot \sum_{k=0}^{\infty} (\beta\alpha)^k E_t\{mc_{t+k} + p_{t+k}\}$ pour la proportion ω et $p_t^b = p_{t-1}^* + \pi_{t-1}$ pour la proportion $1-\omega$ des firmes.
- Par rapport au niveau général des prix, comme précédemment, il s'agit d'une moyenne des prix en vigueur dans l'économie $p_t = \alpha \sum_{j=0}^{\infty} (1-\alpha)^j x_{t-j}$ avec $x_t = \omega p_t^b + (1-\omega)p_t^f$.

4. BIBLIOGRAPHIE

- Andrews, D.W.K. 1993. "Tests for parameter instability and structural change with unknown change point", *Econometrica*, 61(4), pp. 821 – 856.
- Andrews, D.W.K. 2003. "Tests for parameter instability and structural change with unknown change point: A corrigendum", *Econometrica*, 71(1), pp. 395 – 397.
- Andrews, D.W.K. et Fair, R.C. 1988. "Inference in nonlinear econometric models with structural change", *Review of Economic Studies*, 55(4), pp. 615–640.
- Andrews, D.W.K. et Ploberger, W. 1994. "Optimal tests when a nuisance parameter is present only under the alternative", *Econometrica*, 62(6), pp. 1383–1414.
- Ball, L. 1994a. "Credible disinflation with staggered price setting", *American Economic Review*, 84(1), pp. 282– 289.
- Ball, L. 1994b. "What determines the sacrifice ratio", in Mankiw, N.G. (eds), *Monetary Policy*, University of Chicago Press, Chicago.
- Ball, Mankiw et Romer 1988. "The new keynesian economics and the output-inflation trade-off", *Brookings Papers on Economic Activity*, 1988(1), pp. 1–82.
- BEAC 2007. « Monnaie, crédit, système bancaire et financier, réserves extérieures », *RAPPORT ANNUEL : BEAC*.
- Blanchard, Olivier J. et Nobuhiro Kiyotaki 1987. "Monopolistic competition and the effects of aggregate demand", *American Economic Review*, 77(4), pp. 647–666.
- Brown, R.L., Durbin, J., et Evans, J.M. 1975. "Techniques for testing the constancy of regression relationships over time", *Journal of the Royal Statistical Society, Serie B*, 37(2), pp. 149 – 192.
- Calvo, G.A. 1983. "Staggered prices in a utility maximising framework", *Journal of Monetary Economics*, 12(3), pp. 383–398.
- Chow, G.C. 1960. "Tests of equality between two sets of coefficients in two linear regressions", *Econometrica*, vol 38(2), pp. 591–605.
- Devarajan, S. et Walton, M. 1994. "Preserving the CFA Zone : macroeconomic coordination after the devaluation", *World Bank Policy Research Working Paper*, 1(1316).
- Ericsson, N.R., et Irons, J.S. 1995. "The Lucas Critique in practice : Theory without measurement", *Board of Governors of the Federal Reserve System, International Finance Discussion Paper N°506*.
- Estrella, A., et Fuhrer, J.C. 1999. "Are deep parameters stable? The Lucas critique as an empirical hypothesis", *Federal Reserve Bank of Boston, Working Paper 99-04*.

- Favero, C. et Hendry, D. 1992. "Testing the Lucas Critique: A Review", *Econometric Reviews*, 11(3), pp. 265–306.
- Fischer, S. 1977. "Long term contracts, Rational Expectations, and the optimal money supply rule", *Journal of Political Economy*, 85(1), pp. 191 – 205.
- Führer, J.C. et Moore, G.R. 1995. "Inflation Persistence", *Quarterly Journal of Economics*, 110(1), pp. 127–160.
- Führer, J.C., Moore, G.R. et Schuh, S.D. 1995. "Estimating the linear quadratic inventory model. Maximum Likelihood versus Generalized Method of Moments", *Journal of Monetary Economics*, 35(1), p. 115–157.
- Gali, J. et Gertler, M. 1999. "Inflation dynamics : A structural econometric analysis", *Journal of Monetary Economics*, 44(2), pp. 195–222.
- Hansen, L.P. 1982. "Large Sample Properties of Generalized Method of Moments Estimators", *Econometrica*, 50(4), p. 1029-1054.
- Kisinguh, K., Maana, I., Maturu, B. 2006. "A new keynesian phillips curve for kenya", Central Bank of Kenya (CBK) Working Paper Series, WP/06/02.
- Kwiatkowski, Phillips, Schmidt et Shin 1992. "Testing the null of stationary against the alternative of a unit root", *Journal of Econometrics*, 54(1-3), pp.159-178.
- Lucas, R.E.Jr. 1975. "Econometric Policy Evaluation : a Critique" in K. Bruner et A. Meltzer, (eds), *The Phillips Curve and Labor Markets*, Carnegie-Rochester Conferences Series in Public Policy, 1(1), pp. 19-46, Amsterdam : North-Holland.
- Roberts, J.M. 1995. "New keynesian economics and the phillips curve", *Journal of Money Credit and Banking*, 27(4), pp. 975 – 984.
- Rotemberg, J. et Woodford, M. 1997. "An optimisation – Based Econometric Framework for the evaluation of monetary policy", *NBER Macroeconomics Annual*, 12, p. 297-346.
- Taylor, J.B. 1980. "Aggregate dynamics and staggered contracts", *Journal of Political Economy*, 88(1), pp. 1–22.

DEUXIÈME PARTIE
ENSEIGNEMENTS DE L'ÉTUDE DE LA
CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ZONE CEMAC

Alors que la partie précédente expose des enseignements, au nombre de quatre, au sujet du débat relatif à l'arrimage du fcfa à l'euro, cette partie, la seconde de cet ouvrage, expose des enseignements au sujet de l'étude de la croissance économique en zone CEMAC :

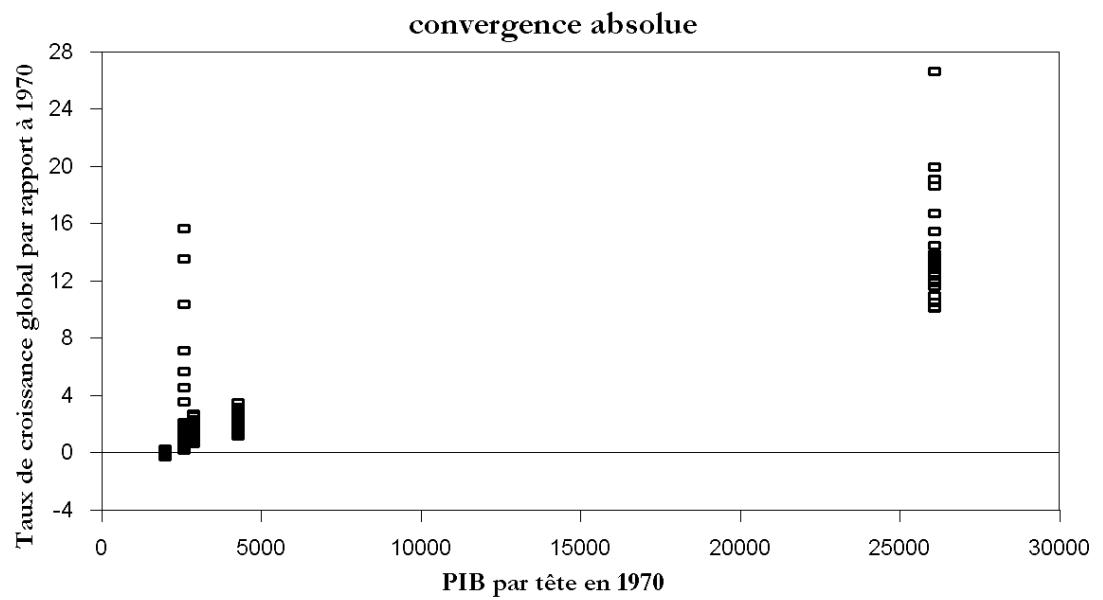
5. d'après le *chapitre 3*, de cet ouvrage, *la zone franc est sensible à des chocs extérieurs (c'est-à-dire, en d'autres termes, à des phénomènes non contrôlés par l'économie, comme, par exemple, pour une économie price-taker vis-à-vis de l'étranger, l'évolution du marché des devises ou des matières premières)* ; en effet, d'après les enseignements de l'étude de l'économie gabonaise, on observe que, l'évolution défavorable à la dite économie, entre 1985 et 1993, du marché des devises et des matières premières, avec l'appréciation nominale du dollar américain par rapport au franc français d'environ 70% et la dégradation de ses termes de l'échange extérieur, coïncide avec le ralentissement de sa performance économique (voir, ci-dessous, tableau0).

Tableau 0 : taux de change réel et taux de croissance du PIB/habitant de l'économie camerounaise

	Mésalignement du taux de change réel ^a		Taux de croissance du PIB/habitant
	Scénario 1	Scénario 2	
1980-1986	-1.54%	-2.81%	4.42%
1987-1993	2.43%	4.44%	-6.77%

^a le signe + (respectivement, le signe -) désigne l'appréciation du taux de change réel ou dégradation de la compétitivité-prix externe de l'économie (respectivement, la dépréciation du taux de change réel ou amélioration de la compétitivité-prix de l'économie).

6. d'après le *chapitre 4*, de cet ouvrage, *les disparités de niveau vie (c'est-à-dire, en d'autres termes, les écarts de richesse) n'ont pas diminuées entre les économies membres de la zone franc, autrement dit, en zone franc, les économies pauvres ne rattrapent pas le niveau de richesse des plus riches* ; en effet, d'après les résultats du test de convergence absolue (voir, ci-dessous, figure), il y a pas de relation inverse entre le taux de croissance du revenu et le niveau initial du revenu.



Chapitre 3

Mésalignement du taux de change réel et croissance économique : cas de l'économie camerounaise

Puisqu'à l'aide seulement de données d'économies et sans aucune hypothèse, donc, en d'autres termes, d'après la réalité, puisqu'une hypothèse est une idée de la réalité qui peut ne pas être vraie, dans la mesure où, l'explication donnée à la réalité par l'hypothèse peut ne pas être vraie, on s'aperçoit qu'il est raisonnable d'affirmer que les écarts de richesse ou de niveau de vie se réduiront entre économies pauvres et économies riches et que, par conséquent, les économies pauvres rattraperont le niveau de richesse ou le niveau de vie des plus riches si seulement les économies ont accès à la même technologie ou technique de production, puisque, les théories de la croissance économique appelées ou dites « théorie de la croissance endogène » montrent que d'autres éléments, en dehors des facteurs de production, influencent aussi la production, alors que, avant que l'on s'aperçoive que cette idée dite de « convergence absolue » est vraie, sous l'hypothèse que seuls les facteurs de production, capital et travail, influencent la production, les théories de la croissance économique appelées ou dites « théorie de la croissance exogène de Solow » ont montré que cette idée est vraie, que l'on considère ou pas que d'autres éléments, en dehors des facteurs de production, n'est-il pas raisonnable de considérer que seuls les facteurs de production, capital et travail, influencent la production et donc que l'influence d'autres éléments, en dehors des facteurs, sur la production existe parceque ces éléments influencent les facteurs de production, autrement dit, n'est-il pas raisonnable d'expliquer l'évolution de la production à l'aide de la relation (1) suivante :

$$y = y(k) \text{ avec } y = Y/L, k = K/L, k = k(Z)$$

et $y = F(Z)$ (1),

où Y est le niveau de la production, K le facteur de production capital, L le facteur de production travail, Z les autres éléments, en dehors des facteurs de production, qui influencent aussi la production.

Ceci dit, comme le mésalignement du taux de change réel, défini comme l'écart entre le taux de change réel et la valeur d'équilibre du taux de change réel, peut permettre de connaître le niveau ou la valeur de Z, n'est-il pas raisonnable d'utiliser le mésalignement du taux de change réel, au sein de la relation (1) précédente, afin d'apprécier l'effet sur la production des autres éléments Z, en dehors des facteurs de production, qui influencent aussi la production, ceci dit, cette contribution sera organisée ainsi qu'il suit, après avoir montré qu'il est raisonnable d'employer, en lieu et place de Z, le mésalignement du taux de change réel au sein de la relation (1) précédente (section 1), nous dégagerons les enseignements de l'effet du mésalignement du taux de change réel sur la croissance de l'économie camerounaise (section 2), enfin, en guise de conclusion, nous présenterons une synthèse des principaux enseignements de la contribution (section 3).

4. BIBLIOGRAPHIE

- Baffes, J., Elbadawi, I., O'Connel, S. (1999) "Single equation estimation of the equilibrium real exchange rate", in Hinkle, L. et Montiel, P. (eds), *Exchange rate misalignment :Concepts ad measurement for developing countries*. World Bank Research Publication.
- Barro, R. (2000) *Les facteurs de la croissance économique : Une analyse transversale par pays*, Economica, Paris.
- Bhargava, S. (1986) "On the theory of testing for unit roots in observed times series", Review of Economic Studies, vol. 53, pp. 369 – 384.
- Burnside, C. and Dollar, D. (2000) "Aid, policies and growth", American Economic Review, vol. 90, N° 4, pp. 847 – 868.
- Campos, J., Ericsson, N.R. and Hendry, D.F. (1996) "Cointegration tests in the presence of structural breaks", Journal of Econometrics, vol. 70, N° 1, pp. 187 – 220.

Clark, P. and MacDonald, R. (1998) "Exchange rate and economic fundamentals – A methodological comparison of BEERs and FEERs", IMF Working Papers 98/67, International Monetary Fund.

Devarajan, S. (1997) "Real exchange rate misalignment in the CFA zone", Journal of African Economies, vol. 6, N° 3, pp. 35 – 53.

Devarajan, S., Lewis, J. and Robinson, S. (1993) "External shocks, Purchasing Power Parity and the equilibrium real exchange rate", World Bank Economic Review, vol. 7, N° 7, pp. 45 – 63.

Edwards, S. (1989) *Real exchange rates, Devaluation and adjustment : Exchange rate policy in developing countries*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

Elbadawi, I. (1994) "Estimating long – run equilibrium real exchange rates", in Williamson, J. (eds), *Estimating Equilibrium Exchange Rates*. Institute for International Economics, Washington, DC.

Elbadawi, I. and Soto, R. (1997) "Real exchange rates and macroeconomic adjustment in Sub – Saharan Africa and other developing countries", Journal of African Economies, vol. 6, N° 3, pp. 1 – 56.

Engle, R.F., Hendry, D. and Richard, J-F (1983) Exogeneity, *Econometrica*, vol 51, N° 2, pp. 277 – 304.

Engle, R.F. and Granger, C.W. (1987) "Cointegration and error correction : Representation, estimating and testing", *Econometrica*, vol. 55, pp. 251 – 276.

Fisher, S. (1993) The role of macroeconomic factors in growth, *Journal of Monetary Economics*, vol. 32, N° 3, pp. 485 – 512.

Gregory, A.W. et Hansen, B.E. 1996. "Residual – based tests for cointegration in models with regime shifts", *Journal of Econometrics*, vol. 70, pp. 99 – 126.

Gregory, A.W., Nason, J.M. et Watt, D.G. 1994. "Testing for structural breaks in cointegrated relationships", *Journal of Econometrics*, vol. 71, N° 1 – 2, pp. 321 – 341.

Hodrick, R. and Prescott, E.C. 1997. "Postwar U.S. business cycles : An empirical investigation", *Journal of Money Credit and Banking*, vol. 19, pp. 1 – 16.

Islam, N. 1995. "Growth empirics : A panel data approach", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 110, N° 4, pp. 1127 – 1170.

Johansen, S. 1988. "Statistical analysis of cointegration vectors", *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 12, N° 2-3, pp. 231 – 254.

Johansen, S. 1995. *Likelihood – based inference in cointegrated vector autoregressive models*, Oxford University Press, Oxford, UK.

- Johansen, S. and Juselius, K. 1990. "Maximum likelihood estimation and inference on cointegration – with applications to the demand for money", Oxford Bulletin of Economics and Statistics, vol. 52, pp. 169 – 210.
- Johansen, S., Mosconi, R. and Nielsen, B. 2000. "Cointegration analysis in the presence of structural breaks in the deterministic trend", Econometric Journal, vol. 3, N° 2, pp. 216 – 249.
- Kamel, N.M. and Véganzones, M.A. 2002. "Exchange rate regime and competitiveness of manufactured exports, the case of MENA countries", MENA Working Paper Series N° 27.
- Kwiatkowski, D., Phillips, P.C.B., Schmidt, P. and Shin, Y. 1992. "Testing the null of stationarity against the alternative of a unit root", Journal of Econometrics, vol. 54, pp. 159 – 178.
- Lynn, R. et McCarthy, F.D. 1989. "Recent economic performance of developing countries", World Bank Policy Research Working Paper, vol. 1, N° WPS 228.
- MacDonald, R. 1997. "What determines real exchange rates ? The long and short of it", IMF Working Paper 97/21, International Monetary Fund.
- Mankiw, N., Romer, D. et Weil, D.N. 1992. "A contribution to the empirics of economic growth", Quarterly Journal of Economics, vol. 107, pp. 407 – 437.
- McQuinn, K. and Whelan, K. 2007. "Solow (1956) as a model of cross – country growth dynamics", MPRA Paper 5892, University Library of Munich, Germany.
- Montiel, P.J. 1999. "Determinants of the long – run equilibrium real exchange rate : An analytical model" in Hinkle, L. et Montiel, P. (eds), *Exchange rate misalignment :Concepts ad measurement for developing countries*. World Bank Research Publication.
- Nurkse, R. 1945. Conditions of international monetary equilibrium, *Essays in International Finance* 4 (Spring), Princeton, New Jersey : Princeton University Press, International Finance Section.
- Ondo Ossa, A. 1992. « Taux de change du franc cfa et construction européenne », Monde en Développement, N° 77 – 78, tome XX, pp. 59 – 74.
- Perron, P. 1989. "The great crash, the oil price shock and the unit root hypothesis", *Econometrica*, vol. 57, N° 6, pp. 1361 – 1401.
- Schatz, K-W. 1989. "Comments 'Differences in Income Elasticities and trends in Real Exchange Rates' by Paul Krugman", *European Economic Review*, vol. 33, N° 5, pp. 1047 – 1049.
- Sekkat, K. and Varoudakis, A. 1998. "Exchange rate management and manufactured exports in Sub – Saharan Africa", OCDE Development Centre, Technical Paper, N° 134.
- Solow, R.M. 1956. A contribution to the theory of economic growth, Quaterly Journal of Economics, vol. 70, pp. 65 – 94.
- Summers, R., Heston, A. et Aten, B. 2006. "Penn World Table Version 6.2", Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, University of Pennsylvania.

Zivot, E. et Andrews, D.W.K. 1992. "Further evidence on the great crash, the oil price shock and the unit root hypothesis", Journal of Business and Economic Statistics, vol. 10, pp. 251 – 270.

Chapitre 4

Convergence des niveaux de vie en zone CEMAC

Comme le rendement factoriel ou productivité marginale, c'est-à-dire, en d'autres termes, la quantité produite en plus à la suite de l'usage d'une unité supplémentaire du facteur de production, est décroissant, au fur et à mesure que la quantité des facteurs de production augmente, la richesse ou le niveau de vie, c'est-à-dire, en d'autres termes, la production, augmente aussi mais de moins en moins jusqu'à devenir constante, à cet effet, il est certain que *les écarts de richesse ou de niveau de vie se réduiront entre économies et que, par conséquent, les économies pauvres rattraperont le niveau de richesse des plus riches, si seulement les économies, pauvres et riches, ont accès à la même technologie, c'est-à-dire, en d'autres termes, la même technique de production*, ceci, dans la mesure où, lorsque les économies ont accès à la même technologie, leur production respective aura la même valeur une fois devenue constante et, de ce fait, c'est-à-dire, lorsque leur production respective devient constante, les économies pauvres auront rattrapé le niveau de richesse ou le niveau de vie des plus riches, puisque alors, leur production respective a la même valeur, cette idée, dite de « *convergence absolue des niveaux de vie* », est vraie d'après les faits observés, c'est-à-dire, d'après des données d'économies, en effet, comme nous l'avons entrepris à la première partie, pour accepter cette idée de « *convergence absolue des niveaux de vie* », on vérifie qu'il existe une liaison inverse entre le taux de croissance de la richesse et le niveau initial de la richesse, or, lorsqu'on considère des données d'économies aux caractéristiques différentes, on trouve que la liaison n'est pas inverse entre le taux de croissance de la richesse et le niveau initial de la richesse, voir, à ce propos, Barro (1991), Mankiw, Romer et Weil (1992), tandis qu'elle l'est lorsqu'on considère des données

d'économies aux caractéristiques similaires, voir, à ce propos, Barro (1991) pour les données d'Etats des Etats-Unis, Barro et Sala-i-Martin (1992), Mankiw, Romer et Weil (1992) pour les données d'économies membres de l'OCDE, Barro et Sala-i-Martin (1995) pour les données d'économies européennes.

Ceci dit, cette contribution sera organisée ainsi qu'il suit, après avoir expliqué que cette idée dite de « *convergence absolue* » est vraie lorsqu'il existe une liaison inverse entre le taux de croissance de la richesse et le niveau initial de la richesse (section 1), par rapport au résultat du test de cette idée dite de « *convergence absolue* » en zone CEMAC, nous démontrons que les économies membres de la zone CEMAC n'ont pas accès à la même technologie (section 2), enfin, en guise de conclusion, nous présenterons l'intérêt sous-jacent à l'intérêt principal, l'objet, le test de l'idée dite de « *convergence absolue* » en zone CEMAC, de cette étude (section 3).

4. BIBLIOGRAPHIE

- Barro, R.J. 1991. "Economic Growth in a Cross Section of Countries", Quarterly Journal of Economics, vol. 106, N°2, pp. 407-443.
- Barro, R. J. et Sala – i – Martin, X. 1990. "Economic growth and convergence across the united states", NBER Working paper, N° 3419.
- Barro, R.J. et Sala – i – Martin, X. 1992. "Convergence", The Journal of Political Economy, Vol. 100, N° 2, pp. 223-251.
- Barro R.J. et Sala – i – Martin, X. 1995. *Economic Growth*, McGraw-Hill, New York.
- Islam, N. 1995. "Growth empirics : A panel data approach", Quaterly Journal of Economics, vol. 110, N° 4, pp. 1127 – 1170.
- Iwata, K. 1989. "Comments 'Differences in Income Elasticities and trends in Real Exchange Rates' by Paul Krugman", European Economic Review, vol. 33, N° 5, p. 1047 – 1049.
- Krugman, P. 1989. "Differences in Income Elasticities and trends in Real Exchange Rates", European Economic Review, vol. 33, N° 5, pp. 1031-1054.
- Lee, Pesaran et Smith 1996. "Growth and convergence in a muti-country empirical stochastics Solow Model", Journal of applied econometrics, vol. 12, N° 4, pp. 357-392.

- Mankiw, N., Romer, D. et Weil, D.N. 1992. "A contribution to the empirics of economic growth", Quarterly Journal of Economics, vol. 107, N° 2, pp. 407 – 437.
- Solow, R.M. 1956. "A contribution to the theory of economic growth", Quarterly Journal of Economics, vol. 70, N° 1, pp. 65 – 94.
- Wu, Y. 2005. "Growth, Expansion of Markets, and Income Elasticities in World Trade", IMF Working Paper, N° 05/11.

Résumé

Comme l'inflation est la menace qui guette éternellement les transactions alors que, sous l'hypothèse d'économie fermée et de la loi d'Okun, on peut considérer que le but final de la politique économique est l'augmentation de la croissance économique, afin de contribuer au débat relatif au régime de change adapté aux économies d'Afrique Sub-Saharienne membres de la zone franc, nous examinerons, premièrement les enseignements de l'étude de l'inflation en zone CEMAC, ensuite, les enseignements de l'étude de la croissance économique en zone CEMAC :

Au *chapitre 1*, l'objectif est d'identifier la stratégie, de lutte contre l'inflation, suivie par la BEAC, dans une période de réapparition de l'inflation, à la suite de l'ajustement de la parité du fcfa en janvier 1994 et de vérifier, ainsi, l'idée, assez répandue au sein de la littérature, d'une stratégie de lutte contre l'inflation, ou politique monétaire, orientée vers la maîtrise de l'inflation à la suite de l'ajustement de la parité du fcfa en janvier 1994.

Au *chapitre 2*, selon Gali et Gertler (1999), l'on examine les paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride de la CEMAC, or, comme les paramètres associés à la courbe de phillips néo-keynésienne hybride permettent de dégager des enseignements à propos du comportement des agents à l'égard des prix, nous en déduirons alors, à propos du comportement des agents à l'égard des prix, les enseignements pour la zone CEMAC

Au *chapitre 3*, l'objet est d'évaluer l'effet qu'exercent sur la croissance de l'économie camerounaise les distorsions ou mésalignement, c'est-à-dire, en d'autres termes, les épisodes de sur/sous-évaluation, du taux de change réel de la dite économie, or, comme nous pouvons montrer que les distorsions ou mésalignement du taux de change réel renseignent sur la stabilité ou l'instabilité du cadre macroéconomique, nous en déduirons alors, c'est-à-dire, de l'évaluation de l'effet, les enseignements au sujet de la sensibilité de l'économie camerounaise au cadre macroéconomique.

Au *chapitre 4*, l'objet est de savoir si les écarts de richesse, c'est-à-dire, en d'autres termes, les écarts de niveau de vie, se réduisent ou diminuent ou disparaissent entre les économies membres de la zone CEMAC et si, par conséquent, d'entre ces économies membres de la zone CEMAC, les plus pauvres rattrapent ou pas le niveau de richesse des plus riches.

Oscar KUIKEU est docteur ès sciences économiques, avec la mention Très Honorable, de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (FRANCE).